



Getty Images, Julia Goddard/la trompette

L'Europe a été encore plus humiliée que nous le pensions

- Joel Hilliker
- [22/08/2025](#)

La lecture de loisir est en train de disparaître aux États-Unis : une nouvelle étude montre qu'elle a chuté de plus de 40 pour cent au cours des 20 dernières années. L'Université de Floride et l'University College de Londres ont étudié les données de plus de 236 000 Américains et ont constaté, selon la chercheuse Jill Sonke, qu'il ne s'agissait pas d'une simple baisse, mais d'un déclin soutenu et régulier d'environ 3 pour cent par an.

Le *Telegraph* a qualifié cette tendance, et une tendance comparable au Royaume-Uni, de « catastrophe civilisationnelle » : « Le verdict est tombé : les livres ont perdu face aux smartphones. »

Et lorsque la lecture disparaît, tout le reste s'écroule. L'alphabétisation n'est pas ornementale. C'est le fondement de la pensée, de l'imagination, de la politique, de la démocratie elle-même. Enlevez-le, et que reste-t-il ? Un public incapable d'analyser une histoire, sans parler d'une décision gouvernementale.

D'autres études indiquent que les gens lisent effectivement. Or, la question est de savoir ce qu'ils lisent. La réponse : de la cochonnerie. « Selon certaines informations, les meilleures ventes sont les « romans érotiques les plus salissants et les plus osés » que l'industrie de l'édition puisse produire », a écrit le *Telegraph*. « Ce n'est pas une renaissance de la lecture ; c'est une version de poche de la malbouffe, ou, peut-être plus exactement, de la pornographie sur Internet. »

Attention aux petits caractères de cet accord : Les détails du nouvel accord commercial entre l'Union européenne et les États-Unis ont été annoncés hier, et il semble que les détails nuisent vraiment à l'UE.

Le mois dernier, lorsque les grandes lignes de l'accord ont été dévoilées, [les dirigeants européens](#) ont été consternés de voir à quel point les négociateurs de l'UE avaient cédé à Donald Trump. Viktor Orban s'est plaint qu'ils aient été « gravement exploités ». Maintenant qu'il peut examiner les détails, il considérera peut-être que c'est une minimisation.

Par exemple : « En ce qui concerne les automobiles, les États-Unis et l'Union européenne ont l'intention d'accepter et de reconnaître mutuellement les normes de chacun. » En d'autres termes, les voitures américaines seraient capables de circuler dans les rues européennes sans respecter les règlements européens (sur la sécurité, les émissions, l'économie de carburant, les dimensions, le poids, etc.).

« Nous sommes presque tombés de notre chaise en lisant cela », a écrit EuroIntelligence. « Cette déclaration ressemble à une liste de souhaits du ministère américain du Commerce. »

Notez le mot « intention ». En fait, *cela n'arrivera jamais*. Depuis des années, les régulateurs européens et américains se disputent sur des points de détail tels que les spécifications des rétroviseurs, des pare-chocs et des phares, et chacun campe sur ses positions bureaucratiques respectives. La Commission européenne n'a pas le pouvoir de s'opposer aux régulateurs de l'UE.

Cet accord commercial, avec toutes ses déclarations d'intention et ses attentes, est donc sur le point de se heurter à ce mur. Comme l'a déclaré EuroIntelligence :

Il ne s'agit pas d'un accord juridique. Mais il est rédigé dans un langage précis et donnera à Donald Trump une justification politique pour imposer de nouveaux droits de douane s'il le souhaite, parce que l'UE ne pourra jamais accomplir ce qu'elle s'est engagée à faire.

La question est de savoir ce qui se passe lorsqu'on s'aperçoit clairement que l'UE ne peut pas tenir ses promesses. Trump se contentera-t-il de sa victoire symbolique et passera-t-il simplement à autre chose ? Ou bien tiendra-t-il l'Europe responsable, augmentera-t-il les tarifs douaniers et, d'une manière générale, fera-t-il exploser le partenariat économique ?

Le président actuel est conscient de l'influence qu'il exerce en raison de la dépendance de l'Europe à l'égard de la défense américaine, comme aucun autre président ne l'a fait jusqu'à présent. Dans ces négociations commerciales, il exploite impitoyablement la faiblesse de l'Europe.

Le résultat est que l'Europe ne va pas se laisser faire. En ce moment, elle joue le jeu parce qu'elle n'a pas le choix. Mais vous pouvez être sûr que les dirigeants s'empressent de briser l'avantage de Trump et d'asseoir l'Europe en tant que puissance avec laquelle il faut compter. La prophétie biblique nous avertit qu'ils vont [réussir](#).

Le premier voyage à l'étranger du pape Léon sera ... au Liban, selon le principal évêque catholique du Liban dans une déclaration à la télévision saoudienne Al-Aqabiya cette semaine. Enfin, presque. Le pape a déjà prévu de se rendre à Constantinople (Istanbul) pour marquer le 1700^e anniversaire du concile de Nicée, d'ici la fin de l'année. Il pourrait se rendre au Liban à la fin de ce voyage, où il parlerait plus de la paix au Moyen-Orient et de la persécution des chrétiens.

La « population fortement chrétienne du Liban rend ce pays différent du reste du monde arabe », a écrit le rédacteur en chef de la *Trompette*, Gerald Flurry. Depuis des années, il prévoit, sur la base de prophéties bibliques, que l'Europe construira une alliance avec les nations du Moyen-Orient. « En raison de sa forte population d'Arabes chrétiens, le Liban est devenu le pivot de cette alliance », écrit-il.

Le pape Benoît a été le dernier pape à se rendre dans le pays, où il s'est exprimé contre la persécution des chrétiens. « Un Moyen-Orient sans chrétiens ne serait plus le Moyen-Orient », a-t-il déclaré.

Le Hezbollah ayant perdu son pouvoir et la Syrie étant sortie de l'orbite de l'Iran, l'Europe est en train de construire rapidement son alliance avec le Moyen-Orient. Attendez-vous à ce que le pape joue un rôle important dans ce domaine. Pour en savoir plus, lisez l'article de M. Flurry « [La chute et la montée du Liban](#) ».

AUTRES NOUVELLES

L'Ukraine doit être en mesure de passer à l'attaque : Le président Trump a critiqué le soutien hypocrite de l'Occident à l'Ukraine, affirmant que cela a forcé Kyiv à se battre défensivement tout en privant l'Ukraine des moyens d'attaquer la Russie. Les donateurs occidentaux tels que les États-Unis et l'Allemagne ont limité l'aide militaire à l'usage défensif, dans le but déclaré d'éviter une escalade, laissant l'Ukraine incapable d'infliger des dégâts durables à la Russie. Trump a écrit jeudi sur Truth Social, « Il est très difficile, sinon impossible, de gagner une guerre sans attaquer le pays de l'envahisseur. C'est comme une grande équipe sportive qui a une défense fantastique, mais qui n'a pas le droit de jouer à l'attaque. Il n'y a aucune chance de gagner ! » Trump reproche carrément à « l'escroc Joe Biden, l'incompétent » d'être à l'origine de la guerre, même si Biden a largement poursuivi les politiques erronées de l'ancien président Barack Obama. L'Allemagne porte également une responsabilité, car elle a maintenu l'Ukraine militairement faible afin de préserver ses relations avec Moscou. Ce que Trump oublie, c'est que la guerre n'est pas seulement le résultat de l'incompétence de Biden. Elle est le reflet d'une [stratégie russo-allemande](#) visant à affaiblir les États-Unis tout en renforçant leurs propres positions.

Un juge pro-Trump : Le président Trump ne doit pas payer l'amende de 500 millions de dollars imposée lors de son procès pour fraude civile à New York l'année dernière, a statué la Division d'appel de la Cour suprême de New York. La sanction, prononcée par le juge Arthur Engoron, s'élevait à l'origine à 355 millions de dollars, mais avec les intérêts, elle est passée à plus d'un demi-milliard. La chambre d'appel a déclaré que la peine violait probablement la protection de la Constitution contre les punitions excessivement sévères. « Alors que des dommages ont certainement eu lieu », a écrit le juge Peter Moulton, « il ne s'agissait pas d'un dommage cataclysmique qui pourrait justifier une indemnisation de près d'un demi-milliard de dollars pour l'État. » Trump a déclaré « une victoire totale » sur les réseaux sociaux.

Un juge anti-Trump : La juge Kathleen Williams a ordonné à la Floride de cesser d'amener de nouveaux détenus à « Alligator Alcatraz », un centre de détention pour migrants que le président Trump et le gouvernement de Floride ont construit au cœur des Everglades. Williams, nommé par Barack Obama, a également déclaré que la Floride devait démanteler certaines parties de l'installation en raison des réglementations environnementales.

L'émigration en hausse : Un nouveau sondage de Pew Research suggère que la répression de l'immigration clandestine aux États-Unis a provoqué une réduction de la population immigrée en Amérique de 1,4 million. Le président Trump a promis de remanier radicalement le système d'immigration américain, et il semble y parvenir.